

PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE

DIRECTION DE
L'AMÉNAGEMENT ET
DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Cergy-Pontoise, le

Bureau de
l'Environnement
ND

LE PREFET DU VAL D OISE CHEVALIER DE LA LEGION D HONNEUR

- VU le code de l'environnement, livre V, titre I;
- VU le décret modifié n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret des 7 juillet 1992, 29 décembre 1993, 9 juin 1994, 11mars 1996 , 27 novembre 1997, 28 décembre 1999 et 30 mars 2000 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 17 mars 2000 autorisant la société LEGRAND à exploiter: Z.A.C de Moimont II - Rue Eugène Pottier - B.P 22 - 95670 Marly-la-Ville, son unité de stockage et de distribution de produits industriels électriques répertoriées sous les rubriques de classement précisées ci-après :
 - Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes, dans des entrepôts d'un volume supérieur à 50 000 m³ (184 200 m³ 3 000 t).
N° 1510.1° = installation soumise à autorisation
 - Accumulateurs (ateliers de charge d')
 - La puissance maximum de courant contenu utilisable pour cette opération étant supérieure 10 kW (139 kW)
N° 2925 = installation soumise à déclaration
 - Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4
Puissance thermique maximale consommé supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW (3,62 MW)
N° 2910 = installation soumise à déclaration

.../...

-Polychlorobiphényles, polychloroterphényles :

1. Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produit neuf contenant plus de 30 litres de produits (739 l)

N° 1180.1 = installation soumise à déclaration

-Installation de réfrigération ou compression à des pressions effectives supérieures à 100 000 Pa

2. dans tous les autres cas

b. la puissance étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW(57,5 kW)

N° 2920.2.b = installation soumise à déclaration

-Dépôt de liquides inflammables (capacité équivalente) (2,66 m³)

N° 1430/1432 = installation non classable

-Stockage de matières plastiques (1,5 m³)

N° 2662 = installation non classable

-VU le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 10 avril 2002 ;

-CONSIDERANT que le décret du 28 décembre 1999 susvisé est une refonte de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, qu'une partie de rubriques ont changé de numéro de nomenclature et que de nouvelles rubriques sont venues s'ajouter ;

-CONSIDERANT que lorsque la société LEGRAND a déposé son dossier de demande d'autorisation en janvier 1999 la rubrique 2663 n'existait pas ;

-CONSIDERANT que le dossier présenté par la société LEGRAND en 1999 est conforme au stockage actuel qui est classé pour partie dans la rubrique 1510 « matériaux combustibles » et pour partie dans la rubrique 2663 « matière plastique » ;

-CONSIDERANT que la rubrique 2663 aurait du être amendée lors de la présentation du projet de prescriptions au conseil départemental d'hygiène puisque la modification de la nomenclature a eu lieu pendant la procédure ;

-CONSIDERANT qu'il convient en conséquence d'actualiser le classement de l'ensemble des installations exploitées par la société LEGRAND à Marly-la-Ville et de lui accorder le bénéfice des droits acquis pour la rubrique ~~2263~~ ²⁶⁶³ ;

-SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise ;

ARRETE

Article 1er : En raison des modifications intervenues dans la nomenclature des installations classées par le décret du 28 décembre 1999 susvisé, le classement actualisé des installations qu'exploite la société LEGRAND, ci-dessus qualifiée, à Marly-la-Ville - Z.A.C de Moimont II - Rue Eugène Pottier - B.P 22 - est précisé ci-après:

-Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes, dans des entrepôts d'un volume supérieur à 50 000 m³ (184 200 m³ 3 000 t).

N° 1510.1° = installation soumise à autorisation

-Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Volume : 31 070 m³.

N°2663 = installation soumise à autorisation.

-Ateliers de charge d'accumulateurs

La puissance maximum de courant contenu utilisable pour cette opération étant supérieure 10 kW (139 kW)

N° 2925 = installation soumise à déclaration

-Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4

Puissance thermique maximale consommée supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW (3,62 MW)

N° 2910 = installation soumise à déclaration

-Polychlorobiphényles, polychloroterphényles :

1. Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produit neuf contenant plus de 30 litres de produits (739 l)

N° 1180.1 = installation soumise à déclaration

-Installation de réfrigération ou compression à des pressions effectives supérieures à 100 000 Pa

2. dans tous les autres cas

b. la puissance étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW(57,5 kW)

N° 2920.2.b = installation soumise à déclaration

-Dépôt de liquides inflammables (capacité équivalente) (2,66 m³)

N° 1430/1432 = installation non classable

-Stockage de matières plastiques (1,5 m³)
N° 2662 = installation non classable

-Article 2 : Les prescriptions techniques annexées à l'arrêté d'autorisation initial restent applicables et l'exploitant devra s'y conformer.

-Article 3 : Toute nouvelle modification apportée aux installations ou à leur mode d'exploitation entraînant un changement notable des éléments du dossier initial, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

-Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera affichée en mairie de Marly-la-Ville pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie, et maintenue à la disposition du public.

Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Préfecture.

-Article 5 Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'Environnement, le présent arrêté peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, 2/4, boulevard de l'Hautil B.P. 322 - 95 027 CERGY-PONTOISE Cedex:

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

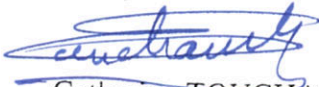
-Article 6 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise, monsieur le maire de Marly-la-Ville et monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département du Val- d'Oise

Fait à Cergy-Pontoise, le 17 AVR. 2002



POUR
AMPLIATION

Pour le Préfet,
du Département du Val - d'Oise
L'Adjointe au Chef de bureau


Catherine TOUCHARD

Pour le Préfet,
du Département du Val - d'Oise
Le Secrétaire Général

Signé : Hugues BOUSIGES